

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Des défenseurs des droits humains menacés
de mort

Index AI : AFR 62/001/2005
ÉFAI

Mercredi 19 janvier 2005

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Amnesty International est de plus en plus inquiète pour la sécurité des militants des droits humains travaillant dans la province du Nord-Kivu, à l'est de la République démocratique du Congo (RDC), après ce qui semble être une campagne concertée d'intimidation à leur égard par les services de sécurité locaux.

Au cours de ces dernières semaines, plusieurs militants connus de Goma, la capitale provinciale, ont été directement menacés – certains de mort – et plusieurs ont été forcés de passer dans la clandestinité ou de quitter le pays. Les menaces seraient l'œuvre de membres de l'appareil local de sécurité, liés aux troupes dissidentes alliées au Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD-Goma) opposé au gouvernement central de la RDC.

« *Les dirigeants du RCD-Goma et le gouvernement de la RDC doivent assurer la sécurité des défenseurs des droits humains congolais et leur permettre de travailler sans encombre*, a déclaré Kolawole Olaniyan, directeur du programme Afrique d'Amnesty International. *Le Comité International d'Accompagnement de la Transition (CIAT) et la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC) doivent intervenir auprès des autorités congolaises afin de faire cesser cette campagne d'intimidation.* »

Le 6 janvier, le directeur général de l'organisation de défense des droits humains, Action Sociale pour la Paix et le Développement (ASPD), a fui Goma après avoir passé plusieurs jours dans la clandestinité. Il avait reçu des appels anonymes de menaces et des agents de la sécurité s'étaient rendus à son domicile. On lui avait dit : « *Vous êtes devenu un homme politique. Soyez prudent parce que vous risquez de le payer chèrement.* » Le 29 décembre, des inconnus tentaient de forcer la porte de chez lui.

Un autre défenseur des droits humains, le directeur général du Centre de Recherche sur l'Environnement, la Démocratie et les Droits de l'Homme (CREDDHO) a également fui, après avoir reçu de nombreux appels de menaces. L'un de ces appels l'avertissait en termes clairs : « *Si*

vous pensez être protégé, vous vous trompez. Nous avons le projet de vous tuer. » Le 3 janvier, trois hommes qui seraient des agents locaux des services du renseignement militaire se présentaient dans son quartier et demandaient où était sa maison.

Un troisième militant et porte-parole d'un collectif d'organisations de défense des droits humains a été contraint de fuir après des menaces répétées. Un correspondant anonyme l'avait menacé par téléphone « *On te fera taire pour de bon.* » Trois hommes armés s'étaient présentés à son domicile le 31 décembre, en son absence, et avaient demandé où il était.

Les dernières menaces en date semblent avoir été provoquées par deux rapports auxquels un certain nombre de militants et d'organisations de défense des droits humains du Nord-Kivu ont apposé leur signature. Ces rapports faisaient état de distributions récentes d'armes à des civils à Goma et dans la province du Nord-Kivu et dénonçaient la polarisation ethnique et la violence grandissante dans la province. Des représentants de la société civile ont également présenté à des représentants du CIAT et à une commission du gouvernement de RDC les conclusions de ces rapports. Des membres des forces locales de sécurité se seraient efforcés d'identifier les domiciles privés de tous les signataires.

Complément d'information

Les menaces les plus récentes s'inscrivent dans le cadre d'une politique d'intimidation en cours dans le Nord-Kivu depuis quelque temps déjà. Fin novembre, un autre important défenseur des droits humains, avocat de profession, avait été détenu et interrogé pendant plusieurs heures par des soldats au centre de détention T2 du renseignement militaire à Goma. On lui reprochait « *de trop nombreux contacts* », son téléphone portable lui avait été confisqué. Balyana Kivuruga, commerçant, détenu dans les mêmes moments, avait été sévèrement battu. D'autres militants ont déclaré avoir reçu des menaces et avoir été victimes d'actes d'intimidation.

Cette campagne d'intimidation s'inscrit dans le cadre d'une anarchie grandissante et d'un nombre de plus en plus élevé d'attaques de civils dans la province du Nord-Kivu, où les troupes dissidentes alliées au RCD-Goma résistent par la force à toute imposition d'une autorité centrale. Des armes ont été distribuées aux extrémistes et à des milices civiles locales et les tensions inter-communautaires sont délibérément attisées par les dirigeants des différentes factions. Les

combats entre forces rebelles et gouvernementales dans la province ont provoqué le déplacement de milliers de personnes et de nombreux civils ont été exécutés de manière illégale par les différentes forces armées ; au moins 30 personnes auraient été massacrées par des troupes dissidentes alliées au RCD-Goma à Buramba le 17 décembre. Une vingtaine de personnes auraient également été tuées par des hommes armés non identifiés à Goma depuis le début du mois de novembre.

Des militants de défense des droits humains ou œuvrant en faveur du développement dans d'autres provinces de la RDC ont également été ciblés récemment. Au Katanga notamment, des militants ont reçu des menaces après avoir fait campagne contre une société minière locale qui menaçait de polluer les réserves d'eau. En Ituri, le 24 décembre, Furabo Mangana, qui travaillait pour Pax Christi, a été tué par balles par des miliciens. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>